

Ur



r

Gustave Téry

NOTRE ENQUÊTE:

Si la



GUERRE

éclate,

Sommes-nous prêts?

L'ŒUVRE



9^e ANNÉE — N° 45
220, Fg St-Honoré (8^e)
Téléphone 589.55

7 Novembre 1912
PAR AN : 10 FRANCS

Demandez à L'ŒUVRE :

BROCHURES à 0 fr. 10

Le Parlement contre la Nation

par GUSTAVE TÉRY et ROBERT de JOUVENEL

L'Assommoir National

BROCHURES à 0 fr. 15

Les Mystères de l'Elysée

ou

Le Président, son Fils et Lanes

par GUSTAVE TÉRY et ROBERT DE JOUVENEL

Comment nous débarrasser des Juifs

par URBAIN GOHIER

Nos Bons Apôtres

Comédie en trois actes de GUSTAVE TÉRY
avec une préface de JULES LEMAITRE. **1 franc**

Peau-de-Balle

par GÉO DE LA FOUGHARDIÈRE **0 fr. 95**

Le Réveil

par URBAIN GOHIER **1 fr. 25**

Le Bottin du Favoritisme

ou LE

Gotha de l'Arrivisme

avec préface de J. J. STEEG, Ministre de l'Intérieur
216 pages de texte. **0 fr. 75**



**A la porte
de «Bagatelle»**

PAR

GUSTAVE TÉRY



Non. je n'écrirai pas cet article, je ne peux pas l'écrire. Car si je disais ce que je pense de la nouvelle pièce que M. Paul Hervieu vient de donner à la Comédie-Française, il ne me serait guère possible de dissimuler qu'à mon sens elle ne vaut pas grand'chose, et aussitôt il se trouverait quelqu'un pour triompher de cet aveu.

« Ah! s'écrierait-il, ce n'est pourtant pas un Juif, celui-là! Vous nous avez dit, l'an passé, pis que pendre du théâtre juif, et nombre d'honnêtes gens ont reconnu que tout n'était pas faux dans vos critiques. M. Claretie lui-même convient que l'on joue rue de Richelieu trop de pièces d'auteurs israélites, et quand il nous donne, pour changer, une comédie de M. Paul Hervieu, de l'Académie française, vous n'êtes pas encore satisfait? Alors quoi? Dénigrement systématique? »

Rien de plus juste. Nous vivons dans une

— 1621 —

1638¹⁶ 8.P 2884

société ainsi aménagée qu'il faut y choisir une bonne fois ses positions ou ses amitiés, et s'y tenir. Si l'on n'a pas le courage de céder toute sa pensée, il faut avoir au moins l'intelligence de n'en laisser paraître que la moitié, celle qui peut être désagréable aux gens de l'autre bord. Mais si vous êtes également sincère avec tout le monde, personne n'y comprendra plus rien. On dira que vous êtes un brouillon et que vous n'avez pas de suite dans les idées.

Si vous n'aimez pas, par exemple, le théâtre de M. Bernstein, vous n'avez le droit de le confesser publiquement qu'à la condition de porter aux nues le théâtre de M. Paul Hervieu. Vous devez raffoler de *Bagatelle*, et si, malgré tous vos efforts, vous ne réussissez pas à en raffoler, vous devez à tout le moins feindre pour cet ouvrage une admiration décente et de bon ton.

Voyez comme la plupart des critiques en ont rendu compte adroitement ! En des articles d'une longueur proportionnée à l'éminente dignité d'un académicien, ils ont parlé le moins possible de la pièce ; ils se sont répandus en mille propos, oiseux, mais flatteurs, sur les romans de Paul Hervieu, son esprit, son caractère, sa distinction naturelle. L'un d'eux (n'est-ce pas Abel Hermant ?) l'a même félicité d'avoir une belle tête et d'avoir su garder toutes les apparences de la jeunesse. Voilà de la bonne, de la solide, de la spirituelle critique. Comme cela, le public n'y voit que du feu, et pour savoir que *Bagatelle* est une mauvaise pièce, il sera obligé de l'aller voir, ce qui est l'essentiel.

Il retrouvera chez M. Claretie une vieille connaissance, la duchesse du *Monde où l'on s'ennuie*. Aussi bien, elle est de rigueur dans toutes les pièces des Français, et elle est toujours aussi sympathique qu'inamovible. Dans *Bagatelle*, elle s'appelle Mme Orlonia, et c'est elle qui reçoit dans son château Gilbert de Raon, sa femme Florence, Jincour, qui est le meilleur ami de Gilbert, et Micheline des Nismes, qui est la meilleure amie de Florence. Le nom du château (c'est « Bagatelle ») vous indique assez que nous allons observer ici les charmantes mœurs du dix-huitième siècle (vous entendez que tout le monde se dispose à coucher ensemble). L'excellente Mme Orlonia, la bonne hôtesse, c'est donc la duchesse du « Monde où l'on s'amuse ». Dès lors, il vous est facile de prévoir que Gilbert, trop sensible aux charmes de Micheline... Vous me direz que ce n'est pas la peine d'analyser la pièce, puisque je n'ai pas l'intention, puisqu'il ne m'est pas permis d'en faire la critique... Evidemment. On peut d'ailleurs conter la chose en deux mots : ces quatre personnages vous étant présentés, vous avez assez l'habitude de notre théâtre pour soupçonner incontinent que Gilbert a envie de faire dodo avec l'amie de sa femme, et que Jincour n'a pas moins envie de faire dodo avec la femme de son ami. Il s'agit maintenant de mettre assez de psychologie et de phrases autour pour nous intéresser, trois heures durant, à cette double fornication.

Après le dîner, au cours d'une conversation tenue assez haut pour qu'on puisse l'entendre

de la pièce voisine, où, comme par hasard, Florence écrit une lettre, Gilbert décide Micheline à couronner sa flamme à *minuit et demi*, dans la chambre qui est au-dessus. Jincour, à la scène suivante, trouve Florence suffoquée, effondrée, anéantie, car elle a dans son époux une confiance indéfectible. Jincour n'en juge pas moins que le moment est particulièrement favorable pour pousser sa pointe. En effet, Florence ne dit pas non, et à ce moment même, où elle est bouleversée par le chagrin et le désespoir, cette jeune femme qu'on nous représente comme l'honneur, la vertu, la droiture même, a tout soudain l'idée de faire une « bonne blague » à son mari. Elle fait accroire à Jincour qu'elle couche dans la chambre au-dessus, celle de Micheline, et c'est là qu'elle lui donne aussi rendez-vous pour couronner également sa flamme, mais à *une heure du matin*. Vous voyez le coup : Gilbert dans le lit de Micheline, et Jincour survenant...

— Mais c'est du pur vaudeville !

C'en est, mais c'est un vaudeville où il est défendu de rire.

Au troisième acte, comme en tout vaudeville bien fait, tout le monde se retrouve dans la chambre de Micheline. Cette chambre est pourvue de tous les accessoires indispensables : un lit dont on a « fait la couverture », d'amples rideaux pour s'y dissimuler, plusieurs portes ; il n'y manque qu'un placard. Micheline (Mme Cerny) est en peignoir, et si

Gilbert (Albert Lambert) n'apparaît pas en caleçon, il est du moins en pyjama. Pour l'honneur de la maison (c'est la Comédie-Française que je veux dire), il a gardé sa cravate blanche.

Inutile de vous dire que Florence vient aussi au rendez-vous ; elle ne fait au surplus que suivre l'exemple d'un certain nombre d'autres personnes qui n'y étaient pas non plus invitées et que nous avons vu défilér, non sans stupeur, dans la chambre de Mme des Nismes. Quoi ! Entre minuit et une heure du matin, tant de passants peuvent traverser ainsi la chambre d'une jeune femme qui se déshabille ? Il est vrai que, s'il faut en croire l'auteur, nous sommes dans le grand monde ; je ne savais pas, je l'avoue, que ça se passait comme ça dans le grand monde, et mon naïf étonnement vous indique assez que je n'ai pas l'habitude d'y fréquenter.

Pourtant, ce qui m'étonne encore plus, c'est l'attitude de Florence. On comprendrait qu'elle se précipitât dans la chambre où les coupables ne l'attendent pas, et qu'elle les accablât de reproches, qu'elle leur criât son indignation, sa colère, sa douleur... Mais non, elle se présente froidement, à pas comptés, et cette femme, qu'on nous a représentée comme l'honneur, la vertu, la droiture mêmes (voir plus haut), commence par faire semblant de ne rien savoir ; elle a l'air de trouver presque naturel que son mari soit là, causant avec Micheline endéshabillé, devant ce lit qui baille ;

et lentement, savamment, avec des roueries de juge d'instruction et des gradations d'auteur dramatique qui « file » une scène, elle les interroge, elle insinue, elle ruse, elle ironise : c'est le jeu d'une chatte avec deux souris. Elle n'en vient à leur dire ce qu'elle doit leur dire, ce qu'elle aurait dû leur dire dès l'abord, tout net et tout droit, sans précautions, sans transitions, qu'après avoir joui férocement de leur embarras, de leurs réticences, de leurs rires contraints. Et l'auteur a eu beau multiplier les détails pour rendre sympathique cette jeune femme, Bartet a beau déployer tout son talent pour atténuer ce que ses procédés ont de fâcheux ou de pénible : cette entrée achève de nous la rendre odieuse.

C'est comme Jincour : cet ami si dévoué qui...

Mais non, je m'oublie, et j'en ai déjà trop dit. On me répondrait d'ailleurs aisément que nombre de tragédies sont faites de même sur des sujets de vaudeville. Voyez *Andromaque*, *Mithridate*, *Bérénice* même ; il n'est pas jusqu'à *Polyeucte*... On l'a maintes fois observé : toute la différence du drame et de la comédie tient à la manière dont le sujet est traité (comparez *Andromaque* avec *les Ricochets* de Picard). Et justement, ce que M. Paul Hervieu se propose de nous offrir, c'est de la « tragédie en prose ». Voilà pourquoi ses personnages parlent cette langue inouïe, ou tout au moins inusitée, cérémonieuse, solennelle, gourmée, voire alambiquée et amphigourique.

Par exemple, quand Florence arrive au château, on la conduit à sa chambre, et dès qu'elle en revient, Mme Orlonia, en bonne hôtesse qu'elle est, lui demande poliment si elle a bien tout ce qu'il lui faut. Nous autres, en pareille occurrence, nous dirions sans doute et sans autre forme : « Vous avez bien tout ce qu'il vous faut, chère amie ? » Mais ce serait trop simple, pour un personnage de Paul Hervieu, et Mme Orlonia — d'un ton que Mme Pierson s'efforce en vain de rendre naturel — pose la question sous cette forme distinguée : « *Votre emménagement a-t-il trouvé l'appartement en état ?* »

Micheline et Gilbert se signifient l'envie qu'ils ont l'un de l'autre en termes qui ne sont pas moins reluisants. Après s'être assurés de leurs sympathies réciproques, ils en arrivent assez vite à constater qu'ils n'ont plus qu'une chose à faire, c'est de faire... ce que vous devinez dans la chambre au-dessus, et je ne sais comment vous, monsieur, qui me lisez, vous exprimeriez en ces circonstances une telle pensée, ou plutôt un tel sentiment. Rassurez-vous, je n'aurai pas l'indiscrétion de vous le demander, mais je serais vraiment surpris si, à ce moment-là, vous disiez à votre « conquête », comme Gilbert-Albert-Lambert : « *En somme, nous n'avons plus entre nous que l'ignorance de ne nous être point possédés...* »

J'avais tort de vous dire que *Bagatelle* est un vaudeville où on ne rit pas. L'auteur n'a peut-être pas eu l'intention de nous faire rire à ces endroits-là, mais je vous assure que le

beau tragédien Lambert prononçant ces paroles avec la voix, le port, les gestes d'Hippolyte ou de Pyrrhus, c'est d'une irrésistible drôlerie.

De même, Mme de Raon, priant un vieux monsieur de « tailler une bavette » avec elle, lui dit tout uniment : « *Je vous charge bien volontiers de renouveler l'atmosphère des conversations.* » Les hôtes de Bagatelle ont des propos et des manières si libres que Florence n'en revient pas, et qu'elle dit à son mari : « *J'étais sans la moindre notion que la vie pût être envisagée avec un tel dévergondage.* »

Elle ajoute : « Croirais-tu que tout à l'heure un monsieur m'a priée d'aller voir sa garçonnière quand il sera rentré à Paris ? » Mais, bien entendu, ce n'est pas ainsi qu'elle s'exprime ; elle dit : « ... *Quelqu'un m'a demandé de lui faire visite quand il aura réintégré son domicile parisien.* » Et, dans la grande scène du troisième acte, quand Florence déclare aux coupables amants qu'il est inutile de nier plus longtemps, car elle les a entendus fixer l'heure et le lieu du rendez-vous, elle a encore, au paroxysme de l'émotion, des façons de parler aussi pompeuses que surannées ; elle lâche notamment quelque chose comme : « *J'ai surpris votre colloque dans le temps que vous concertiez l'emploi de votre nuit !* »

Pourtant, comme l'action se passe de nos jours, il est impossible d'éviter certains vocables dont le modernisme jure un peu avec tant de grandiloquence. On ne peut parler d'auto sans qu'il soit question de *panne* ; on ne peut jouer aux cartes sans user de mots familiers comme *cartonner*. M. Paul Hervieu se résigne à les employer, il ne leur cherche pas d'équivalents « soutenus » ; il faut même lui rendre cette justice qu'il ne tente pas d'ennoblir « cartonner » en y substituant « manipuler le carton ». Mémement, Albert Lambert félicite une de ces dames (Cerny, je crois) d'avoir « *de la branche et de l'abatage* ». Voilà deux mots pris dans une acception ignorée de l'Académie. A côté des autres, ils font un contraste savoureux, et, si nous savions un peu mieux notre langue, le rapprochement imprévu de ces archaïsmes et de ces néologismes ne serait pas loin de nous paraître comique.

Albert Lambert expliquant, par exemple, je ne sais plus à quel propos, qu'il fut accusé naguère d'avoir quitté la table de jeu après avoir gagné sans donner de revanche, dit textuellement : « *On m'imputa d'avoir fait charlemagne...* » Est-il besoin d'être académicien pour percevoir qu'*imputer* et *faire charlemagne* n'ont pas le même son, qu'ils « se gourment », comme parle Martine ? Si relâchée que soit la langue du théâtre, un écrivain comme Paul Hervieu devrait éviter ces discordances, et son style est visiblement assez tendu pour nous permettre de supposer qu'elles sont involontaires.

Mais on me dit : « Ne vous apercevez-vous point que M. Paul Hervieu s'applique à parler la langue classique, et ne devez-vous pas lui être reconnaissant de cet effort? N'y a-t-il pas dans son style les mêmes intentions que dans le nom du château? Nous sommes au dix-huitième siècle. » Ça, la langue du dix-huitième? La langue de Laclos ou du chevalier de Boufflers? A d'autres! Dieu me pardonne, quelqu'un a même prononcé quelque part le nom de Marivaux! Ignorance ou flagornerie?

La vérité flagrante, la vérité qu'une critique probe doit à l'auteur de *Peints par eux-mêmes*, c'est que ses productions, si estimables qu'elles soient, n'ont jamais eu rien de commun avec celles du XVIII^e siècle. Je ne sais qui a fourré cela dans la tête de Paul Hervieu (n'y a-t-il pas du Brunetière là-dessous?), mais c'est une déplorable erreur. Nous avons un écrivain qui pourrait intituler un ouvrage *Bagatelle* et mettre dedans tout ce que M. Hervieu semble avoir eu dessein d'y introduire: il se nomme Abel Hermant. Mais Paul Hervieu! Il y a justement entre l'esprit du XVIII^e siècle et son tour d'esprit la même différence qu'entre la langue de Voltaire et sa phraséologie raidée et rude, lourde et sourde, métallique et mécanique. Et cela ne veut pas dire qu'il écrive mal, qu'il n'ait aucun talent; mais que voulez-vous? il a un autre talent, et ce talent qui excelle dans les *Tenailles* où dans l'*Armature* (voilà des titres congrus!) n'est pas fait pour badiner avec la *Bagatelle*...

J'essaierais de dire cela très honnêtement à M. Hervieu, si je pouvais écrire sur sa pièce l'article que je sens... et que je « rentre ». Et j'essaierais aussi de le convaincre que son style noble est une autre erreur.

Car c'est bien le « style noble » qui reparaît sous une nouvelle espèce. Le principal intérêt du théâtre contemporain, s'il en a un, n'est-ce pas précisément un très sensible progrès dans le sens du naturel? Les personnages parlent sur la scène à peu près comme nous, familièrement. C'est le style de la conversation, qui peut avoir, au surplus, les plus délicates qualités : rien ne l'empêche d'être léger, nerveux, concis, spirituel. Le grand art, ici, c'est que la « littérature » ne s'y montre jamais. Dans le dialogue de *Bagatelle* elle paraît à chaque phrase, et pis que la littérature, un pédantisme de grammairien, qui, par surcroît, n'est pas toujours très sûr de sa syntaxe.

Il faudrait dire encore, à la décharge de Paul Hervieu, que sa pièce est jouée à la Comédie-Française de la manière la plus propre à en faire éclater tous les défauts. Quand donc s'avisera-t-on que M. Grand, avec son profil de Guignol, sa voix de Polichinelle, son ignorance complète des services que pourrait lui rendre un tailleur d'un goût plus sûr, n'est pas plus fait pour tenir l'emploi des « jeunes premiers » que Mounet-Sully pour jouer Boubouroche? Et cela ne veut pas dire non plus qu'il soit dénué de mérite; mais

Chacun pris en son air est agréable en soi,
et le malheur est que M. Grand n'est jamais
« pris en son air ».

De même, sans manquer à aucune personne du sexe, il ne serait pas superflu de poser en principe que désormais les actrices, à partir de soixante ans, voudront bien laisser à leurs cadettes les rôles d'ingénues, ou, s'il paraît trop cruel de leur imposer une limite d'âge, de décider, au moins, par une clause additionnelle au décret de Moscou, qu'à la scène une femme ne pourra se rajeunir de plus de quarante ans. Vous m'objecterez l'immortelle Sarah, et mon illustre homonyme Ellen Terry; vous me direz: « Qu'est-ce que ça peut vous faire, du moment que vous avez l'illusion?.. » Eh! justement, c'est qu'on ne l'a plus du tout, l'illusion...

Enfin, si j'avais le loisir et le droit de dire tout ce que je pense de *Bagatelle*, j'essayerais de vous persuader, tout en protestant de ma très vive estime pour l'œuvre de M. Paul Hervieu, que sa dernière pièce... Mais non, je ne puis écrire cet article; inutile d'insister, je ne l'écrirai pas.

GUSTAVE TÉRY

P.-S. — Je ne saurais parler de tous les livres que je reçois; mais je voudrais au moins dire un mot de ceux qui m'intéressent. Dans le paquet qui m'arrive cette semaine, je trouve deux volumes de Pierre Lasserre, le *Crime de Bidos*, roman, et la *Doctrine officielle de l'Université*. Ce sont deux œuvres de valeur très différente, mais qui mériteraient l'une et l'autre une sérieuse étude.

De Maurice Pujo, *Pourquoi l'on a étouffé l'Affaire Valensi*. On s'en doute, mais il n'est pas

inutile de l'expliquer 445 fois. Après quoi, il est indispensable de recommencer.

Souvenirs d'Aimée Tessandier, recueillis et rédigés par Henri Fescourt. J'aurais un plaisir tout particulier à vous parler de ce livre, que je dois me borner aujourd'hui à vous signaler. Comme Jean Piot, dont tous les journaux ont cité l'article *la Cognée belge et la Charrue prussienne* paru dans *L'Œuvre* il y a quinze jours, Henri Fescourt est un de mes anciens élèves. Il me semble que ce qu'ils écrivent, ces deux-là et d'autres, est ma meilleure réponse aux lâches cuistres qui m'ont révoqué. Pardonnez-moi d'en être fier.

Et voici les *Cent Gosses* d'Alfred Machard, un jeune conteur, qui a beaucoup de talent, bien qu'il n'ait obtenu aucun prix aux divers concours que vous savez. Voici la *Guerre des Boutons*, de Louis Pergaud, qui n'a pas moins de talent, bien qu'il ait obtenu le prix Goncourt.

A suivre...

G. T.

M. Édouard Joubert, tailleur pour dames, 376, rue Saint Honoré, est le premier commerçant qui ait compris que, pour une maison française, aucune publicité n'est préférable à celle de L'ŒUVRE.

Nous prions nos lectrices de vouloir bien le lui prouver en lui réservant leurs commandes.

Ce n'est pas seulement le commerce français qu'elles nous aideront ainsi à défendre, mais aussi le goût français, que menacent de corrompre les couturiers métèques, dont les extravagantes fantaisies compromettent à l'étranger le bon renom de la mode parisienne.

Mon Carnet

PAR

Urbain GOHIER

Les Français vont apprendre l'hébreu.

Je reçois une circulaire, rédigée en hébreu et en français, m'avisant que :

La bonne éducation, la souplesse et l'intensité de l'enseignement, la solidité de l'instruction générale et juive que « *Matchéla* » offre à ses élèves, le succès que ceux-ci obtiennent aux examens, ont enfin attiré l'attention des parents juifs de Paris...

Mais ce prospectus ne concerne que nos envahisseurs. Voici ce qui nous concerne.

L'*Univers israélite* et l'*Echo Sioniste* suggèrent au gouvernement républicain l'idée suivante :

En France, il y a des chaires d'hébreu à la Sorbonne, à l'Ecole des Hautes études, et il n'y en a jamais eu dans l'enseignement secondaire !

L'hébreu n'est donc pas langue vraiment classique ; il *devrait l'être*. Si peu d'élèves qui suivissent une classe d'hébreu dans les lycées d'Etat — et pourquoi s'y adonnerait-on moins qu'au grec ? — cela ferait de la graine d'hébraisants.

Faisons ce rêve : une division E ou F intitulée *Hébreu-Latin*, un baccalauréat où l'on pourrait demander à être interrogé sur Isaïe ou les Proverbes.

Il y aurait là, si l'idée prenait corps, une occupation toute trouvée pour tels de nos rabbins de pro-

vince, si tristement désœuvrés qu'ils risquent d'en perdre leur hébreu.

Qu'est-ce que vous dites de ça ?

En plein Paris, nous avons vu que les candidats socialistes de la bande Jaurès font leurs compagnes électorales en *yedisch*. Nous avons vu de grandes réunions socialistes tenues en *yedisch* à la Bourse du Travail.

Il ne s'est pas trouvé un député français pour demander compte au gouvernement de ces naturalisations scandaleuses, qui constituent dans la capitale un corps électoral ne parlant pas la langue nationale !

Mais pourquoi les Juifs envahisseurs apprendraient-ils le français ? N'est-il pas plus simple d'obliger le peuple vaincu, le peuple soumis, à apprendre la langue du vainqueur ?

Les Français apprendront l'hébreu dans les lycées comme les Annamites et les Malgaches apprennent le français dans nos écoles. C'est logique.

Le « Fonds national ».

Le *Fonds national*, c'est le trésor de guerre de la **Nation juive**, nation de douze millions d'hommes, peut-être la plus riche, en tout cas la plus homogène de la terre, et la plus résolue à s'assurer la domination universelle.

Le *Fonds national* est constitué par la contribution permanente de tous les Juifs, géographiquement dispersés, patriotiquement unis.

Le Bureau central du *Fonds national* siège à Cologne. Il vient même de « faire exécuter, pour ses quêtes, de ravissants trones artistiques, en forme de livres bleu et or ». Le prin-

cipal collecteur en France est M. J. Salzmänn, 41, rue de la Tour d'Auvergne.

Sans relâche, à toute occasion, les Juifs pauvres comme les Juifs riches donnent pour les frais de la guerre contre les *goyim*. Dans chaque numéro de leurs journaux, on trouve des listes comme celles-ci :

Par la Société Athereth Sion, Paris.

Quête faite par MM. Friedländer et Krassiltschikoff, aux fiançailles de Mlle Mitzelmacher et M. Kalvasky 5 fr.; Quête faite par le jeune M. Wolf, à la réunion de la Société Athereth Sion, le 7 septembre 1912, 3 fr. 85; Quête faite par MM. Ch. Kahn et B. Cherchevsky : chez MM. Goldschinder 1 fr. 85; Mache 0 fr. 40; Plajkovitz 0 fr. 70; Chtoutweiner 1 fr. 25; Finkelstein 1 fr.; Rosenfeld 1 fr.; Quête faite à la veille de Iom Kippour : à l'Oratoire, 7, passage Charles-Dallery, p. M. Markowitz, 9 fr.; à l'Oratoire, 24, rue des Rosiers, p. M. Berkovitz, 1 fr. 50; à l'Oratoire, 8, rue de l'Hôtel-de-Ville, p. M. Lulinsky, 3 fr. 05; à l'Oratoire, 25, rue des Rosiers, p. M. Fuschs, 7 fr. 65.

Athereth Sion

Quête faite par M. Segal à la veille de Iom-Kippour : chez MM. Sokolovsky 1 fr.; Resnik 1 fr.; Palai 0 fr. 50; Zirolnik 0 fr. 50; Brodsky 2 fr.; Goubrine 1 fr.; Targan 1 fr.; Solomon 0 fr. 50; Nachba 1 fr.; Briskine 0 fr. 50; Orinsky 0 fr. 50; Wechsler 1 fr.; Spivak 1 fr.; Lerner 0 fr. 50; J. Javobichvili 0 fr. 50; B. Psiarsky 1 fr.; Sakovsky 1 fr.; Kambouchner 0 fr. 50; Soussmann 0 fr. 50; David Lewin 0 fr. 50; Glaiser 0 fr. 50; H. Goldenberg 0 fr. 50; Waldmann 1 fr.; Armand Inberg 1 fr.; Gordon 0 fr. 50; Schabsensohn 0 fr. 50; Bour 0 fr. 50; Bachraf 0 fr. 50; Chasin 0 fr. 50; Kouritzky 0 fr. 50; Steinberg 0 fr. 50; Outschenik 0 fr. 50; Neiswestny 1 fr.; Stein 0 fr. 50; Joseph Fuchs 0 fr. 50; Parner 0 fr. 50; Schneider 0 fr. 50; Divers dons « Nedorim » en Iom-Kippour, à l'Oratoire « Beth Sion », 5 fr.; Mme Ph.-S. Kahn, don, 5 fr.

Société Mebassereth Sion

Isidore Friedman, un pari gagné, 5 fr. 50; Quête faite au « Brith Miloh » chez M. Falk par MM. Stekell et Noblinsky, 5 fr.

A l'occasion du Kippour, Mme Chapira; 25 fr.

A l'Oratoire de la rue Charlemagne, par M. Rosenfeld; 2 fr. 50.

Total : 110 fr. 25.

OLIVIERS

M. et Mme Berkelhammer, à l'occasion de la naissance de leur fille Marguerite-Alberte, le 15 septembre 1912, 2 oliviers 15 fr.; M. Alex Blumenthal, à l'occasion de ses fiançailles avec Mlle Léonie Lipschitz, le 27 août 1912, 5 oliviers 37 fr. 50. Total : 52 fr. 50.

TRONCS

Par la Société Athereth Sion :

76501 Schapiro 1 fr. 25; 76508 Kischka 1 fr. 15; 76518 Koretz 1 fr.; 76488 Charitonsky 1 fr. 50; 76521 Chloimovitz 3 fr.; 76344 Alter 0 fr. 60; 76506 Godine 2 fr. 10; 76457 Noblinsky 11 fr. 50; 76574 Kretschmar 2 fr. 10; 76561 Société Athereth Sion 7 fr. 35; 76499 Segall 5 fr.; 76548 Friedländer 4 fr. 30; 76549 Cherchevsky 4 fr.; 76473 Fischer 1 fr. 25; 76464 Fuchs 1 fr. 85; 76505 Berkovitz 1 fr.; 76544 Gofensohn 2 fr.; 76469 Goldenberg 1 fr.; 76475 Spilka 3 fr.; 76539 Bleiberg 5 fr. 75.

Tous les jours, dans tous les pays du monde, l'or est ainsi recueilli pour le grand dessein.

Et ce budget de guerre n'est pas dilapidé comme le nôtre, vous pouvez le croire : car il n'est pas confié à des mains ennemies.

Les travailleurs les plus bêtes.

Dans le précédent numéro, nous citons divers documents qui montrent les ouvriers français prêts à protester contre l'invasion étrangère.

Internationalistes, oui... tant que ça ne compromet pas les salaires.

Les socialistes d'Amérique et d'Australie ont affirmé, tantôt à coups de revolver, tantôt à coups de lois prohibitives, qu'ils n'admettraient jamais la concurrence de leurs « frères » jaunes.

Le Q.-M. Jaurès, gavé des subsides prussiens et juifs, ne comprend pas ce phénomène. Du moment qu'il a « la vie large », il pense que les travailleurs et leurs petits peuvent jeûner pour les principes. *Qu'important les victimes !*

Les travailleurs se rebiffent.

Très bien !

Une catégorie, toutefois, se résigne : les *journalistes français*, qui restent par centaines sur le pavé, tandis que leurs places sont occupées, dans les journaux les plus bruyamment patriotards, par des Métèques et des Rastas.

URBAIN GOHIER.

Cette fois, nous sommes un peu en retard. Nous n'avons guère annoncé la découverte du docteur Odin, dont les quotidiens découvrent présentement l'existence et le mérite, que quatre mois avant eux.

Ouvrez notre numéro du 1^{er} août, et vous y trouverez à la première page un article *Rien pour les savants français*, où sont contées tout au long les tribulations du docteur Odin. Vous y trouverez aussi, entre autres documents, une lettre datée du 28 mars 1912 et signée de M. Bayet, directeur de l'enseignement supérieur, qui refuse au docteur Odin les quelques billets de cent francs nécessaires pour continuer ses expériences. Bayet ne se « juge pas suffisamment éclairé » ; en conséquence, il n'éclaire pas.

A qui réserve-t-il donc les centaines de mille francs dont dispose la caisse des recherches scientifiques ? Et qu'est-ce qu'il lui faut pour éclairer sa religion ? Que la bonne amie de feu Brochard lui souffle sur les paupières et lui passe la main dans les cheveux ?

SI LA GUERRE ÉCLATE,
SOMMES-NOUS PRÊTS ?

Notre Armée est-elle « Bulgare » ou « Turque » ?



Encore un peu, et le public pourra croire, en lisant certains comptes-rendus de la guerre des Balkans dans la grande presse parisienne, que c'est nous qui sommes en train de battre les Turcs !

Le roi de Serbie est un ancien Saint-Cyrien, l'armée grecque a été réorganisée par une mission d'officiers français, les généraux bulgares ont appris la stratégie à notre Ecole supérieure de Guerre, et le bombardement si promptement efficace des forteresses ottomanes constitue, de par la provenance des canons qui le mènent à bien, « le triomphe de l'artillerie française » (*Journal* du 26 octobre). Or, d'autre part, les troupes de Moucktar et de Nazim Pacha ont été instruites selon les méthodes allemandes sous la direction de von der Goltz, et elles avaient reçu leur armement — toutes ces belles pièces qu'elles ont abandonnées à Uskub et à Kumanovo

sans même prendre le temps de les mettre hors d'état de servir — des fonderies d'Essen... De là à conclure que notre armée est à peu près parfaite — puisqu'il suffit de la copier pour s'assurer la victoire! — qu'il n'y demeure par conséquent presque plus rien à réformer et que nous irons à Berlin quand nous voudrons, aussi rapidement que les alliés marchent aujourd'hui sur Constantinople, la pente est aussi glissante qu'agréable. Et il est facile aux officieux d'ajouter que M. Alexandre Millerand, qui achève de mettre tout à fait au point notre organisation militaire, en réformant les réformes de ses prédécesseurs immédiats, est décidément un grand Ministre.

Mais que vaut en réalité cette argumentation? Les armées balkaniques ne sont-elles pas victorieuses autant pour avoir évité nos errements que pour avoir utilisé nos progrès? N'y a-t-il pas nombre de points sur lesquels nous sommes, malheureusement, devenus beaucoup plus « turcs » que ne sont « français » les Bulgares, Serbes, Grecs et Monténégrins?

Bien que l'*Œuvre* soit obligée par son programme de dire « tout ce que ne disent pas les autres », il est des questions sur lesquelles il lui est impossible de révéler tout ce qu'elle sait... Pourtant, quelle est au juste cette « artillerie française » qui vient d'affirmer si vigoureusement sa puissance en Thrace et en Macédoine? Est-ce l'artillerie de l'armée française? Ne serait-ce pas plutôt — le canon de campagne de 75 mis à part — l'artillerie de l'industrie française, et en particulier tels types de pièces couramment fabriqués au Creusot et

que notre armée réclame depuis des années, mais qu'elle ne possède pas encore, pour cette seule raison que les « inventeurs » privilégiés de telle direction du Ministère ou de telle section technique n'en ont pas réussi jusqu'à présent une contrefaçon satisfaisante?

Certains comptes rendus du siège d'Andrinople révèlent que l'artillerie de place des Turcs est très faiblement approvisionnée en munitions, qu'elle manque de plateformes, de règles de tir, d'affûts, etc. Les servants sont en nombre insuffisant, et la plupart d'entre eux n'avaient aucune connaissance préalable du matériel qu'ils devaient employer. Est-il sûr que notre artillerie à pied, et même celles de ses unités qui défendent les forts de nos quatre grands camps retranchés de la frontière de l'Est, aient un meilleur outillage et un personnel mieux exercé?

Les Serbes et les Bulgares ont acheté leurs canons et leurs obus en France, la Turquie a fait venir les siens des usines Krupp, mais aucun de ces pays ne s'est avisé, que je sache, de se rendre tributaire de ses adversaires éventuels.

Or, n'avons-nous pas appris récemment par l'*Œuvre* qu'un produit chimique indispensable à la fabrication de notre poudre B, la diphénylamine, est fournie en énormes quantités à nos poudreries nationales, par une usine de Bavière? L'administration de la Guerre a allégué, pour justifier ces commandes à l'étranger, qu'elle devait remplacer d'urgence les stocks de poudres suspectes noyées naguère au large de Toulon, qu'il lui fallait pour cela 75.000 kilos de diphénylamine, et que la seule usine existant en

France ne peut lui en fournir que 25.000 kilos par an. Mais, si considérables que fussent les quantités de poudres détruites, elles ne représentaient apparemment qu'un très petit nombre de journées de guerre. Où donc le service des poudres puiserait-il les matières premières pour la fabrication intensive qu'il devrait entreprendre à la mobilisation ? Où donc irait-il la chercher, sa diphénylamine ? En Allemagne ?



Dans l'armée bulgare, les capitaines passent commandants, en moyenne, à 42 ans dans l'infanterie et à 38 ans dans la cavalerie et l'artillerie. A 50 ans, ils sont retraités par limite d'âge. Les chefs de corps et les commandants de brigades disparaissent automatiquement de l'activité, les uns à 55 et les autres à 60 ans. Seuls les généraux qui commandent au moins une division peuvent être maintenus, comme en France, jusqu'à 65 ans, mais c'est là une disposition purement théorique ; en fait, le haut commandement est très jeune, et constamment épuré par l'élimination rigoureuse de ceux de ses membres qui commencent à donner des marques de fatigue : d'où l'heureuse hardiesse dont il a déjà fourni tant de preuves depuis le début des hostilités.

En France, on a laissé tomber en désuétude, depuis le commencement de cette année, la règle qui fut naguère adoptée de placer les généraux en chef en disponibilité et de les remplacer dans leur commandement actif six mois avant la limite d'âge. On nomme des brigadiers et des divisionnaires de plus en plus vieux, et l'on s'obstine à ne pas faire usage de cette loi du 16 février

1912 qui devait provoquer la mise à la retraite d'office — à raison d'une vingtaine au moins dès la première application, d'après les renseignements fournis par l'administration de la Guerre elle-même, — tous les grands chefs impotents ou incapables. On conserve à la tête des formations les plus importantes, jusqu'à la dernière minute, comme si l'on regrettait de ne pouvoir les garder plus longtemps encore, tel général qui ne peut plus monter à cheval depuis dix ans, tel autre qui ne parvient à se hisser sur sa monture qu'avec l'aide d'un escabeau, ou tel encore, de qui ses chefs et ses subordonnés sont unanimes à dire que son degré d'intelligence l'appelait à ne jamais dépasser l'emploi de capitaine d'habillement.

Ces vieillards sont malgré tout infiniment respectables, mais comment se comporteraient-ils s'il leur fallait faire face à une situation du genre de celle que l'attaque brusquée et l'impétueuse offensive des armées alliées ont créée tout à coup pour Nazim Pacha et pour ses collaborateurs ? Notez que je ne demande même pas — car, hélas ! poser la question, c'est la résoudre ! — s'ils seraient de taille à soutenir le rôle inverse... Pourtant, ne nous dit-on pas que tout l'effort de notre armée est orienté d'après une doctrine offensive ?

A quoi les journaux les mieux informés attribuent-ils la prompte débâcle de l'armée turque ? A la faiblesse de son organisation, à la médiocrité de son instruction technique... Rapprochez ces appréciations de ce qu'écrivait le sénateur Charles Humbert dans le *Journal* du 4 octobre dernier, touchant l'état de faiblesse où retombe tous les ans l'armée française entre le moment de la libération des hommes qui ont fini leur temps et celui où les jeunes soldats se

trouvent assez dégrossis pour qu'on puisse les considérer comme mobilisables :

Pendant cette période critique de l'année militaire — et elle dure de deux mois environ pour l'infanterie à six mois au moins pour la cavalerie — nos forces actives se trouvent réduites à une seule classe en état de faire campagne ! Par exemple, si la guerre éclatait en hiver, telle brigade de dragons de la frontière, qui doit effectuer sa mobilisation en trois heures et ne peut recevoir par conséquent qu'un tout petit nombre de réservistes domiciliés aux environs immédiats de sa garnison, aurait peine à réunir 450 sabres !

Ce « trou » énorme existe dans notre organisation militaire depuis l'entrée en vigueur de la loi de 1905, et il n'est pas possible que l'on ait conservé au ministère de la Guerre le moindre espoir de le combler au moyen des rengagements de quatre et de cinq ans, dont le nombre, au lieu d'aller en augmentant, a diminué de plus d'un millier cette année par rapport aux chiffres de l'année dernière. Pourtant, le gouvernement ne propose aucune mesure pour pallier la terrible infériorité où nous serions si l'Allemagne nous attaquait brusquement à la fin de l'automne ou au commencement de l'hiver ! Il faut qu'un journaliste prenne l'initiative de suggérer le seul moyen qui puisse être efficace en la circonstance, du moment que l'on ne veut pas revenir au service de trois ans.

Dans l'armée bulgare, très rompue à tous les exercices sur le terrain, il est de règle que les trois armes manœuvrent toujours ensemble. Dans un pays où l'agriculture est développée comme elle l'est en France, ce travail en liaison n'est guère possible, sauf pendant les manœuvres d'automne, que dans les camps d'instruction. Il nous faudrait un camp de division par corps

d'armée, ce qui existe en Allemagne. Or, nous possédons aujourd'hui, en tout et pour tout, huit camps inachevés dont cinq ne sont que des camps de brigade, et où le tiers à peine de nos troupes actives peuvent passer une quinzaine de jours par an. C'est dans ces camps que nos réservistes, dont les accroissements de l'armée allemande nous obligent à faire des combattants de première ligne, doivent accomplir leurs dix-sept jours ; la loi de 1908 l'a prescrit formellement, en même temps qu'elle a réduit la durée des périodes ; mais en fait, comme le constatait naguère le général de Lacroix dans le *Temps*, « un quart seulement des régiments de réserve rassemblés annuellement peuvent être exercés dans les camps, souvent au prix de déplacements longs, onéreux, et presque toujours dans des conditions matérielles si précaires, qu'elles compromettent en partie les résultats de la campagne d'instruction ». Ce qui signifie que les unités ne disposent pas de l'espace indispensable pour se déployer, ou n'en disposent qu'à tour de rôle, et que les troupiers, logés par douze dans des tentes faites pour huit hommes et le plus souvent percées, tombent malades ou pensent à se mutiner plutôt qu'à s'exercer !

On explique le peu de consistance de l'armée ottomane devant ses agresseurs en remarquant qu'elle possède à peine la moitié des officiers de troupe et le tiers des sous-officiers qu'elle devrait avoir.

Sous ce rapport encore, ne somme-nous pas beaucoup moins bulgares que tures ? En 1870, notre compagnie d'infanterie possédait un cadre de trois officiers, capitaine, lieutenant, sous-lieutenant, soit un officier pour 35 hommes environ, puisque l'effectif de l'unité était d'en-

viron 100 hommes. Actuellement, la plupart de nos compagnies de guerre à 250 hommes partiraient en campagne avec seulement deux officiers de l'active, soit un officier pour 120 hommes. Il est vrai pourtant qu'on se propose de mettre ordre à cela, en dotant l'infanterie d'une loi des cadres qui n'augmentera pas le nombre des lieutenants — au contraire, elle le réduira encore, et dans des proportions notables — mais qui, en accroissant exclusivement les cadres supérieurs, aura pour résultat de faire commander des compagnies et des sections de réservistes par des lieutenants-colonels ou des colonels !

Dans l'artillerie, le nombre des lieutenants était naguère de trois par batterie, comme en Allemagne. Il n'est plus aujourd'hui que de $1 \frac{2}{3}$ théoriquement, et de 1 seulement en réalité. Voilà pour la quantité. Quant à la qualité, sur les neuf lieutenants que compte un régiment à neuf batteries, il y en a tout juste un, en moyenne, qui sort de Polytechnique. Trois viennent de Versailles, deux ont été improvisés artilleurs par prélèvements sur les cadres de cette malheureuse infanterie dont je viens de parler. Quant aux trois derniers, ce sont des adjudants promus sous-lieutenants sans concours : pour faire d'eux des officiers, l'administration de la Guerre a estimé qu'il suffisait de changer les galons de leurs manches et de leurs képis... Dans quelques années, la plupart de ces lieutenants auront été promus capitaines, puis chefs d'escadrons, et ce sera parmi eux exclusivement qu'il faudra recruter les grands chefs de l'arme : quelle pourra bien être la valeur technique de ces colonels et de ces généraux ?

Sur 123 officiers d'artillerie sortis de l'Ecole de Fontainebleau depuis le 1^{er} octobre 1911, 51 ont démissionné à l'heure actuelle en motivant cet acte par le désir de chercher dans l'industrie des occupations plus attrayantes et plus lucratives.

A l'Ecole de Saint-Maixent, pour les 250 places d'élèves-officiers qui étaient offertes cette année à l'infanterie métropolitaine, il ne s'est présenté que 380 sous-officiers, et les 40 places destinées aux coloniaux n'ont été brigüées que par 18 candidats.

Le 24 avril dernier, quelques jours avant les nouvelles restrictions apportées au droit d'écrire des officiers, un chef de corps, le colonel Cordonnier, commandant le 119^e régiment d'infanterie, publiait dans la très grave et très pondérée *France Militaire* un article dont je détache ces lignes saisissantes :

Notre belle jeunesse, dont chacun se plait à vanter l'énergie, l'entrain et l'audace, fuit l'armée. . .

...Certains proposent de supprimer le droit d'écrire parce qu'ils craignent de voir l'armée exposer ses revendications. Qu'ils se rassurent. L'armée ne revendique pas : *elle se vide!*

M. Stéphane Lauzanne, rédacteur en chef et correspondant de guerre du *Matin* à Constantinople, étudiait l'autre jour le mal profond qui est résulté pour l'armée ottomane de la participation d'une partie de ses chefs à l'agitation politique et sociale dont la Turquie n'a cessé d'être la proie depuis le renversement d'Abdul-Hamid.

Tel colonel a été promu pour telle célèbre harangue au moment de la Révolution ; tel commandant parce

qu'il est l'espoir du parti jeune-turc... Quelle différence avec l'armée d'Edbem-Pacha en 1897-1898 ! Il n'y avait pas alors d'officiers de clubs ou de comités ; ils pensaient à la guerre, non pas à des réformes ; ils faisaient des marches, non pas des discours...

Je ne veux pas aller jusqu'à dire que l'armée française se déchire pour se partager entre les deux ligues ennemies du commandant Driant et du général André. Mais, et souvent même avec les plus touchantes impulsions du monde, ne l'a-t-on pas bien fâcheusement distraite de sa tâche de préparation à la guerre ?

Tout n'est pas paradoxe, loin de là, dans cette phrase que publiait, le 25 octobre dernier, la revue *l'Opinion Militaire* :

L'armée donne un enseignement général, scolaire, agricole, industriel, professionnel, universel, de tous les temps et de tous les pays, et accessoirement un enseignement militaire, que la force des choses et la rivalité des peuples l'obligent à conserver.

Et les officiers d'administration employés au ministère de la Guerre n'ont-ils pas été invités, l'autre jour, à affirmer sur l'honneur, et par écrit, qu'ils n'appartiennent à aucun groupement syndical ?

Vous me direz que cet universel découragement de nos jeunes officiers, que ces défauts d'organisation de notre armée, que ces graves lacunes dans son outillage de guerre, constituent le bilan de plusieurs années d'une gestion négligente, inexperte ou mal avisée, et qu'en procédant d'une façon tout à fait contraire, M. Millerand travaille efficacement à restaurer notre puissance militaire.

C'est là évidemment l'opinion avantageuse que désire donner de soi-même notre ministre de la Guerre, et j'aime à croire qu'il la partage

de très bonne foi. Mais aussi j'ai bien peur qu'elle n'ait, tout juste, que la valeur d'un régiment turc.

Qu'a-t-il fait jusqu'ici pour notre armement ? Il a prescrit des expériences dont la plupart ont été déjà recommencées vingt fois depuis dix ans.

A-t-il conçu des dispositions ingénieuses en vue de conjurer la crise de recrutement des écoles militaires, l'exode des officiers vers les professions civiles ? Je vois bien que d'après ses instructions les lieutenants n'ont plus le droit de se grouper à leur guise ou de se séparer à l'heure des repas, et qu'il leur faut même, ainsi que les capitaines, passer une partie de leurs nuits au quartier la jugulaire sous le menton, pendant que leurs soldats s'amuse en ville ou dorment dans leurs chambres. Je vois bien que, sans supprimer officiellement le droit d'écrire, il a mis tous les officiers dans l'impossibilité à peu près absolue de publier quoi que ce soit sur n'importe quel sujet, à moins de courir les risques disciplinaires les plus graves. Mais c'est peu, et peut-être n'est-ce pas ce que les intéressés attendaient.

On sait quels accroissements d'armements et d'effectifs vient de réaliser l'armée allemande, au profit tout particulièrement de son artillerie qui s'augmente de 8.000 hommes et de plus de 7.000 chevaux. En France, (depuis certaine loi du 24 juillet 1909 par laquelle nous avons multiplié le nombre de nos unités d'artillerie, pour le seul avantage réel de créer des emplois nouveaux dans les grades supérieurs et alors que nous ne disposions d'aucun supplément d'hommes), cette arme est tombée dans un marasme presque indescriptible. La batterie, par exemple, devrait se composer de 90 hommes se

décomposant en 9 rengagés, 38 canonniers ou conducteurs de seconde année et 43 jeunes soldats. Déduction faite des bourreliers, maréchaux, trompettes, ordonnances, tailleurs, bottiers, gardes-magasins, infirmiers, armuriers, employés de coopérative, matelassiers, etc., il reste dans le rang, sous les ordres directs du capitaine-commandant et disponibles pour l'instruction, neuf hommes en tout, dont cinq jeunes soldats qui ne sont mobilisables que plusieurs mois après l'incorporation. Or, d'après les règlements, la batterie ne peut manœuvrer normalement que si elle compte au moins 16 conducteurs et 16 servants, cadres non compris ! M. Millerand propose-t-il de reviser cette loi néfaste ? Non ! il demande aux Chambres d'en faire une autre pour l'infanterie, sur le même modèle et avec les meilleures chances d'aboutir aux mêmes résultats !

Les amis de M. Millerand, pour faire l'apologie de son œuvre, ont trouvé une assez jolie formule : ils disent qu'il a « redressé le pompon » de l'armée française. D'accord : il y a le rétablissement des retraites en musique, les uniformes dessinés par Detaille, les randonnées ministérielles au retour desquelles on raconte aux reporters complaisants que tout va pour le mieux et qu'il ne nous manque pas un bouton de guêtre, ces inspections « inopinées », enfin, auxquelles on prend soin maintenant de convier les entreprises de films. Allez au « cinéma » de la Porte-Saint-Martin, vous y verrez les officiers de l'Ecole d'application et la garnison de Fontainebleau défilant, dans la vallée de la Sole, devant M. Millerand qu'accompagne le secrétaire général du ministère, M. Rousseau, ancien ingénieur naval et ancien directeur de chemin de fer... Je ne disconviens pas

que c'est là un spectacle réconfortant pour le bon public. Pourtant, il me semble qu'avant de « redresser le pompon », il faudrait voir si l'homme est debout et bien d'aplomb sur ses jambes, si son fusil n'est pas détraqué ou sa baïonnette faussée dans le fourreau. Il faudrait même regarder ce qui se passe sous son képi...

Je lisais naguère, dans une étude publiée par le général Chérif Pacha, sur *Le mal dont souffre l'armée ottomane*, cette phrase :

Dans le choix d'un ministre de la Guerre, on ne pense qu'aux exigences de la situation politique, et on confie ce poste à la personnalité marquante d'un parti quelconque, sans faire attention à son mérite.

Là-dessus encore, sommes-nous bulgares, ou tures ?

Je n'ose conclure...

UN COLONEL

(A suivre. S'il y a lieu, nous écouterons attentivement les « autres cloches »...)



Simple comparaison



Bornons-nous à rapprocher ces deux informations, dont l'antithèse est suffisamment éloquente :

1^o A la rentrée des Chambres, on a distribué aux parlementaires le rapport de la Cour des comptes sur la comptabilité des divers ministères. Ce rapport révèle les plus extravagantes gabegies : dépassements de crédits, détournements baptisés « virements », « fausses énonciations », « marchés passés irrégulière-

ment », etc. Il y en a, comme cela, des centaines et des centaines de pages; et pour nous, contribuables à merci, ça se traduit par des centaines de millions pris dans nos poches.

La sanction? Vous savez bien qu'il n'y en aura aucune. Il y a quelques mois, lorsque M. Brousse crut devoir donner à la Chambre un aperçu de ces ingénieuses dilapidations, nos Q. M. s'amuserent follement. Lisez, dans *l'Officiel*, le compte-rendu de la séance. Il est émaillé de: *Sourires*, — *rire général*, — *explosion de rires*, — *hilarité prolongée*... Pour nous, hélas! la carte à payer n'a pas cessé d'être « la douloureuse »; mais, pour nos représentants, c'est toujours « la joyeuse »...

2° A La Haye du Puits dans la Manche, un inspecteur des contributions indirectes constate qu'un receveur, M. Lacombe, a commis dans sa comptabilité une erreur de 53 francs. M. Lacombe monte dans sa chambre et, désespéré, se loge une balle dans la tête...

Comparez.

Troisième information: « D'après le rapport de la Cour des comptes, il y aurait, dans le budget des affaires étrangères, une somme de 530.000 francs dont il est impossible de justifier l'emploi. Dès qu'il a eu connaissance de ce rapport, M. Pichon, ancien ministre, s'est fait sauter la cervelle. »

Soyez sans inquiétude: vous ne lirez jamais ça dans aucun journal.

G. T.



LES LIVRES

JULES LEROUX: *Une fille de rien*. Figuière, éditeur.

Je m'y prends peut-être un peu tard pour parler de ce livre, qui parut voici tantôt un an. Mais il n'est jamais trop tard pour dire — même après les autres — le bien qu'on pense de quelque chose.

J'ai lu avec sympathie — et, parfois, avec une émotion que j'avoue sans vergogne — ce livre de si française allure. Est-ce un roman réaliste? — Je n'en sais rien. C'est un roman réel, j'en suis sûr: et voilà qui vaut mieux. Des paysans; mais point de paysannerie factice. Des filles et des « gouapes »: ni flattés, ni chargés. Cela ne pose même point à la « tranche de vie ». C'est tout simplement la vie des gens, qui se dévide au long des jours, monotone ou variée, tragique et banale.

Faut-il chercher ici de la subtile psychologie? Non, sans doute. Mais, Dieu merci! « les gens de Mongicourt » sont comme les gens de mon pays: ce ne sont point des névrosés. Ils ont cette âme simple du paysan, — qui s'exprime et se condense en une phrase, en un mot, en un geste.

Ceci est un livre direct et franc: pas un livre tarabiscoté, l'histoire de rien d'une fille de rien.

Et, dès les premières pages, on sent qu'il faut chercher — et qu'on y trouvera — la marque non point tant d'un styliste, d'un moraliste, d'un raffineur de quintessence, que d'un homme.

J. P.

CHEMINS DE FER DE PARIS A LYON
ET A LA MEDITERRANÉE

***Voyages, à itinéraires facultatifs, de France
en Algérie, en Tunisie, en Corse et aux
Echelles du Levant ou vice-versa.***

Carnets individuels ou collectifs, 1^{re}, 2^e et 3^e classes, délivrés pour voyages pouvant comporter des parcoures sur les réseaux métropolitains, départementaux (réseau de la Corse), algériens et tunisiens ainsi que sur les lignes maritimes desservies par la Compagnie Générale Transatlantique, par la Compagnie de Navigation mixte (Compagnie Touache), par la Société Générale de Transports maritimes à vapeur, par la Compagnie Marseillaise de Navigation à vapeur (Fraissinet et Cie) ou par la Compagnie des Messageries maritimes. — Ces voyages doivent comporter, en même temps que des parcoures français, soit des parcoures maritimes, soit des parcoures maritimes et algériens, tunisiens ou corses.

Minimum de parcours sur les réseaux métropolitains : 300 kilomètres.

Les parcours maritimes doivent être effectués par les paquebots de l'une seulement des Compagnies de navigation participantes ; ils peuvent cependant être effectués à la fois par les paquebots de la Compagnie des Messageries maritimes ou de la Compagnie Marseillaise de Navigation à vapeur (Fraissinet) et par ceux de l'une quelconque des trois autres Compagnies de Navigation.

Validité : 90 jours ; — 120 jours lorsque les carnets comprennent des parcours sur les lignes desservies par la Compagnie des Messageries maritimes. Faculté de prolongation moyennant paiement d'un supplément.

Arrêts facultatifs dans toutes les gares du parcours.

Demander les carnets cinq jours à l'avance à la gare de départ.

Pendant la saison d'hiver, Paris et Marseille sont reliés par des trains rapides et de luxe composés de confortables voitures à bogies. Trajet rapide de Paris à Marseille en 10 h. $\frac{1}{2}$ par le train « Côte d'Azur rapide », (1^{re} classe).

CHEMIN DE FER DE L'ÉTAT

**Coupés et omnibus automobiles
et coupés et omnibus de famille à traction animale**
pour prendre et conduire les voyageurs à domicile
dans Paris et la Banlieue.

L'Administration des Chemins de fer de l'Etat a l'honneur de rappeler à MM. les Voyageurs qu'elle met à leur disposition des *Coupés et omnibus automobiles et des coupés et omnibus de famille à traction animale*, très confortables.

Ces voitures circulent dans Paris et la Banlieue, de jour comme de nuit, au tarif kilométrique.

Pour les courses effectuées en Banlieue, le tarif est légèrement majoré, mais il n'est perçu aucun supplément pour passage des fortifications et aucune indemnité de retour.

Les commandes sont reçues : 163 bis, avenue de Clichy (téléph. : 514-83) ; dans les gares de Paris-Saint-Lazare (téléph. : 514-96) ; Paris-Montparnasse (téléphone : 705-22) et Paris-Invalides (téléph. : 700-34). Elles doivent être faites au minimum 48 heures à l'avance pour les coupés et omnibus automobiles et au moins 12 heures à l'avance pour les coupés et omnibus de famille à traction animale.

Pour plus amples renseignements, demander le bulletin spécial déposé : A Paris : Dans les gares Saint-Lazare, Montparnasse et Invalides, Bureaux de Ville des Chemins de fer de l'Etat et principales agences de Voyages. En province : Dans les gares du Réseau de l'Etat.

MAISONS FRANÇAISES

Recommandées par « L'ŒUVRE »

Ce qu'il faut faire pour seconder notre campagne contre l'invasion allemande ?

Il faut commencer par ne pas acheter aux maisons allemandes — qu'elles avouent leur origine ou qu'elles la dissimulent — les produits que nous pouvons trouver dans les maisons françaises, fabriqués par des ouvriers français, vendus par un personnel français.



*Le Tailleur
pour Dames*

Édouard JOUBERT

376
Rue Saint-Honoré
- TÉLÉPHONE 322-74 -

est

Français

**N. B. — Ça ne l'empêche
pas d'être un excellent
tailleur pour dames.**

Bois et Charbons

E. BROSSEL

253, Rue de Vaugirard, PARIS - Tél. 711-99

9-11, Avén. Félix-Faure, PARIS - Tél. 709-08

4-6, Rue de Maître-Jacques, BOULOGNE

Téléph. 140

Se recommander de « L'ŒUVRE »

BULLETIN

Après quelques séances plutôt tourmentées, à l'approche de la liquidation de fin de mois, le marché a témoigné de tendances une nuance moins irrégulières. Ces deux phases s'expliquent par les conditions dans lesquelles se présentait cette fois la liquidation.

On a, d'abord, régularisé un certain nombre de positions, car nul n'ignore qu'il n'est jamais prudent de rester en position à la veille d'un chômage consécutif de trois jours. Les régularisations étaient d'autant plus indiquées en l'occurrence que les événements qui se déroulent dans les régions balkaniques peuvent réserver des surprises, dont le marché ne pourrait que se ressentir brutalement, d'un moment à l'autre.

Ensuite, ces allègements de positions étant opérés, les opérations de la liquidation ne pouvaient plus présenter de réelles difficultés. D'une part, les positions sont peu chargées, d'autre part, elles sont en des mains de spéculateurs jouissant d'un bon crédit et en posture

de mieux supporter les coups auxquels ils seraient exposés.

A noter, d'ailleurs, qu'en raison du découvert, joint à la faible importance des engagements à proroger, les reports ont été d'une facilité à laquelle on ne croyait pas devoir s'attendre. La meilleure preuve que les capitaux mis à la disposition du marché financier ont été largement abondants, c'est que l'on a obtenu l'argent de $\frac{1}{2}$ à 2% au Parquet, et qu'il n'a pas sensiblement dépassé $\frac{1}{4}$ en coulisse.

Cela est venu fort à propos pour contrebalancer l'impression déprimante qu'aurait pu avoir sur le marché la décision prise par la Banque de France de porter le taux de l'escompte officiel de $3\frac{1}{2}$ à 4%. Aussi bien prévoyait-on cette mesure depuis quelques jours déjà, et il est préférable, en somme, que l'on sache exactement à quoi s'en tenir, la menace d'une modification du taux de l'escompte étant plus nuisible à l'activité des transactions que l'élévation elle-même de ce taux.

Pour les mêmes raisons qu'on liquidait les positions, on n'en prenait guère de nouvelles. On préfère attendre les événements qui vont se précipiter, sans doute, maintenant, on craignait jusqu'à ces derniers jours, que des victoires tantôt des troupes coalisées, tantôt des troupes ottomanes n'eussent pour effet de retarder pendant longtemps toute espèce de solution. Mais les succès successifs remportés par les Bulgares ont complètement retourné cette perspective.

On sait aujourd'hui de quel côté penche la balance et le moment est proche où l'intervention des puissances devra se manifester. Tout le monde paraît maintenant d'accord sur ce point que, l'intervention s'impose à bref délai, et l'on a été bien impressionné par le démenti infligé à la nouvelle récemment répandue d'une mobilisation en Roumanie.

Cependant, il va de soi que cette intervention des puissances n'est pas tout à fait exempte d'appréhensions, et il faut louer, dans les circonstances présentes, les intermédiaires de se montrer particulièrement exigeants sur la question des couvertures. Ainsi sont écartés les spéculateurs ne disposant que de peu d'argent et dont, dans les moments troublés, la défaillance peut être désastreuse pour le marché.

Dès à présent, et sans pouvoir dire à coup sûr naturellement, ce qui se passera dans l'intervalle, on peut escompter que les grands marchés financiers reprendront rapidement une physionomie satisfaisante, aussitôt que la question des Balkans, qui les a si souvent troublés, aura été réglée.

Il y aura, d'ailleurs, à ce moment, de gros emprunts à effectuer pour le compte des belligérants, en même temps que plusieurs catégories d'entreprises industrielles se trouveront particulièrement favorisées.

Sauf notre *Rente 3 0/0*, qui est en tendances plutôt lourdes, les Fonds d'Etats ont été, dans l'ensemble, bien traités tous ces jours-ci, on ne s'étonnera pas, toutefois, que les *Fonds Turcs* restent discutés. Quoi qu'il puisse advenir, les porteurs des Fonds placés sous le contrôle de l'administration internationale peuvent cependant, semble-t-il, n'avoir pas de craintes très sérieuses, leurs intérêts devant être soigneusement sauvegardés par les puissances.

On a enregistré des cours moins mouvementés dans le compartiment des *Valeurs industrielles russes*, mais la confiance du public dans celles-ci est fortement ébranlée depuis que l'on a su que la hausse précédente était purement factice et due à des manœuvres d'un syndicat russe.

Yost

TÉLÉPHONE 262-51

à écriture complètement

VISIBLE

Clavier universel

Encrage direct

SANS RUBAN

ESSAI GRATUIT

130, rue Réaumur -:- PARIS

Le Gérant : GARDANNE.

Imprimerie spéciale de l'Œuvre, 15, rue de l'Abbé-Grégoire, Paris.